

Bourgogne-Franche-Comté



N°15

Octobre 2018

Signaux défavorables au 2^e trimestre 2018, malgré une baisse du taux de chômage

L'emploi salarié se replie en Bourgogne-Franche-Comté au deuxième trimestre 2018 : il recule dans le privé et dans la fonction publique. L'intérim, en baisse, ne compense plus les pertes d'emplois permanents. D'autres signaux montrent une conjoncture défavorable : les demandes de permis de construire sont en baisse, la fréquentation hôtelière en léger recul ainsi que les créations d'entreprises. Seules bonnes nouvelles, le chômage diminue et les défaillances d'entreprises se maintiennent à un niveau bas.

Amandine Ulrich, Guillaume Volmers, Insee

Rédaction achevée le 28 septembre 2018

Repli de l'emploi salarié dans le privé et le public

Au deuxième trimestre 2018, la Bourgogne-Franche-Comté compte 972 100 salariés. Après un premier trimestre stable, l'emploi salarié total se replie de 0,4 % ce trimestre dans la région, alors qu'il se stabilise au niveau national (*figure 1*).

Les deux composantes de l'emploi salarié évoluent dans le même sens ce trimestre en Bourgogne-Franche-Comté. Dans la fonction publique, l'emploi salarié poursuit son recul au même rythme qu'au trimestre précédent avec une perte nette de 960 emplois, soit une baisse de 0,4 %. Le privé en perd 2 460, une baisse de 0,3 % qui rompt avec la légère hausse du trimestre précédent.

Pour comparaison, au niveau national, l'emploi salarié se replie de 0,2 % dans la fonction publique mais sa progression se maintient dans le secteur privé : + 0,1 %. Parmi les régions françaises, la Bourgogne-Franche-Comté est celle qui enregistre la plus forte baisse d'emplois salariés et la seule à perdre des emplois privés.

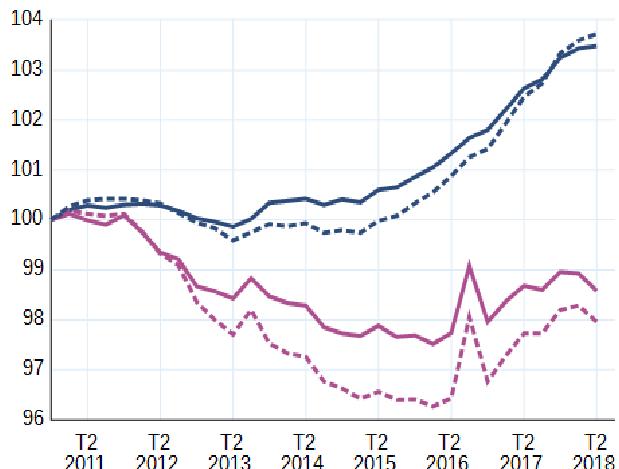
Sur un an, l'emploi salarié reste relativement stable dans la région alors qu'il progresse de 0,8 % en France. Ces tendances contraires sont dues tant à la baisse plus prononcée de l'emploi salarié public dans la région (- 1,1 % contre - 0,5 % en France) qu'à la moindre hausse de l'emploi salarié privé (+ 0,2 % contre + 1,2 % en France).

Le nombre de frontaliers travaillant en Suisse augmente ce trimestre de 1,9 %, repartant ainsi à la hausse après le léger repli du trimestre précédent. Au deuxième trimestre 2018, 34 800 personnes résident en Bourgogne-Franche-Comté tout en occupant un emploi en Suisse.

1 Évolution de l'emploi salarié

- emploi salarié Total - Bourgogne-Franche-Comté
- emploi salarié Total - France hors Mayotte
- emploi salarié Privé - Bourgogne-Franche-Comté
- emploi salarié Privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee

Recul de l'emploi dans tous les secteurs

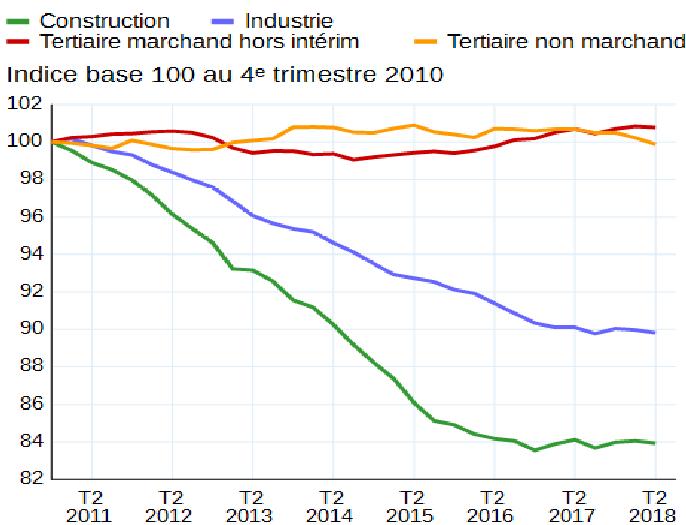
Au deuxième trimestre 2018, le tertiaire non marchand, qui comporte surtout de l'emploi public, est le secteur le plus affecté : 1 200 salariés en moins, soit une baisse de 0,4 % (*figure 2*).

L'emploi dans l'industrie baisse de 0,2 % soit 300 salariés. La fabrication de matériels de transports est l'activité la plus touchée. L'industrie agro-alimentaire résiste mieux et stabilise ses effectifs.

L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim se replie de 0,1 % avec des évolutions hétérogènes selon les activités. Le commerce, les services aux ménages et les services aux entreprises perdent des emplois. À l'inverse, les autres activités gagnent des emplois en particulier l'hébergement-restauration et le transport.

Dans la construction, l'emploi salarié se replie de 0,1 %, à l'inverse de la France où les effectifs augmentent de 0,4 %.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Bourgogne-Franche-Comté

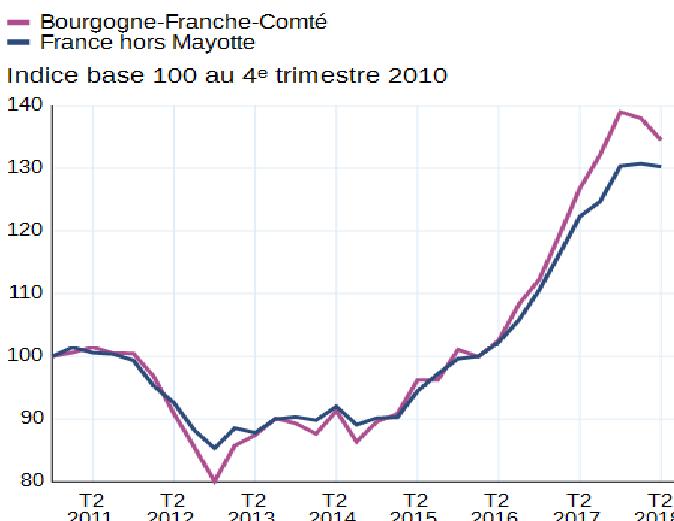


Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee

Le repli de l'intérim s'accentue

Le recours au travail intérimaire poursuit sa baisse dans la région, - 2,5 % ce trimestre après un recul de 0,7 % au précédent. Ce recul est moins marqué en France, - 0,4 %. Sur un an toutefois, l'intérim porte la majorité des créations nettes d'emplois dans la région, et sa progression, + 6,1 %, est proche du niveau national (*figure 3*).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee

L'emploi se stabilise dans le Doubs et en Haute-Saône et baisse dans les autres départements

Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié se maintient dans deux départements : le Doubs et la Haute-Saône, qui sont aussi les seuls où le recours à l'intérim progresse (respectivement + 0,7 % et + 1 %). Dans le Doubs, la forte baisse dans l'industrie est compensée par la hausse dans la plupart des autres secteurs, en particulier les services marchands hors intérim. En Haute-Saône, les baisses d'emploi dans les services non marchands et le commerce sont compensées par la croissance de l'emploi dans les autres secteurs, notamment dans la construction.

Dans tous les autres départements, l'emploi salarié se replie. Cette baisse est plus prononcée en Saône-et-Loire et dans le Jura, où le moindre recours à l'intérim s'ajoute au repli de l'emploi salarié dans les services non marchands.

D'un département à l'autre, les évolutions par secteur sont hétérogènes. Ainsi, alors que l'emploi salarié dans l'industrie diminue de 0,7 % dans le Doubs, il progresse de 0,3 % dans le Territoire de Belfort et de 0,2 % en Côte d'Or et en Haute-Saône.

Avertissement

Jusqu'à fin 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. **À compter du 1^{er} janvier 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).** Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Le taux de chômage diminue

En Bourgogne-Franche-Comté, le taux de chômage diminue, comme en France, de 0,1 point au deuxième trimestre 2018. Il demeure nettement plus bas dans la région qu'au niveau national, 7,7 % contre 9,1 % (*figure 4*). La Bourgogne-Franche-Comté est au troisième rang des régions les moins touchées par le chômage, à égalité avec Auvergne-Rhône-Alpes et derrière les Pays de la Loire et la Bretagne.

Le Jura est le département de Bourgogne-Franche-Comté où le taux de chômage est le plus faible, 6,4 %. À l'inverse, c'est dans le Territoire de Belfort qu'il est le plus élevé, 9,1 %. C'est d'ailleurs le seul département de la région où le chômage augmente ce trimestre.

Sur une année, le chômage baisse dans tous les départements de la région, en particulier en Haute-Saône, dans la Nièvre et dans le Territoire de Belfort.

4 Taux de chômage

Bourgogne-Franche-Comté
France hors Mayotte

En %



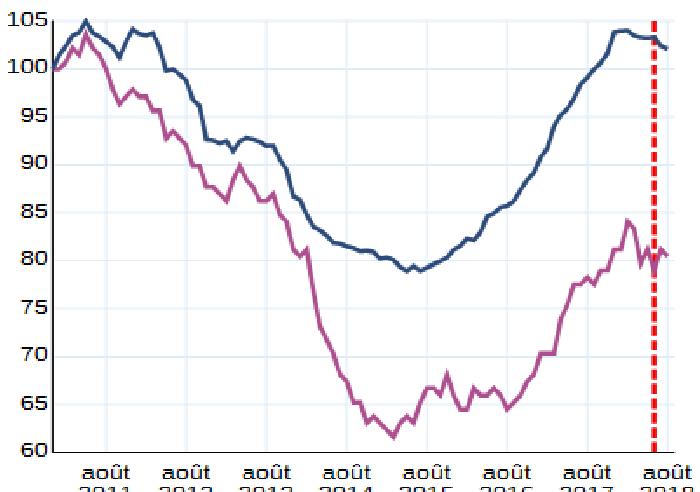
Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

5 Évolution du nombre de logements commencés

Bourgogne-Franche-Comté
France hors Mayotte

Indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SoeS, Sif@def2

Diminution des inscrits à Pôle emploi

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi recule pour le troisième trimestre consécutif dans la région. La Bourgogne-Franche-Comté compte ainsi 215 420 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C au deuxième trimestre 2018, soit 0,4 % de moins qu'au trimestre précédent. Cette tendance est plus favorable qu'en France, où le nombre de demandeurs est en légère augmentation, + 0,2 %.

Après une année de hausse continue, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée se stabilise. Le nombre d'inscrits de 50 ans ou plus reste également stable par rapport au trimestre précédent, - 0,1 %. En revanche, les effectifs de demandeurs de moins de 25 ans augmentent de 1,1 %.

Le nombre d'inscrits à Pôle Emploi diminue dans tous les départements sauf dans le Doubs et dans l'Yonne, où il reste stable, et dans le Territoire de Belfort, où il augmente.

Moins de permis de construire et faible augmentation des mises en chantier

Le nombre de permis accordés dans la région continue de diminuer. En un an, 12 200 logements ont été autorisés à la construction en Bourgogne-Franche-Comté, soit 11 % de moins qu'un an auparavant. La baisse des permis de construire est de moindre ampleur au niveau national, - 1 %.

Sur un an, le nombre d'autorisations de construire recule dans tous les départements de la région, à l'exception du Territoire de Belfort. Le nombre de permis accordés diminue particulièrement dans la Nièvre.

La baisse du nombre de permis de construire ne se traduit pas encore par une diminution des mises en chantier, bien que leur progression s'essouffle (figure 5). Ainsi, le nombre de logements commencés en un an augmente de 2 % par rapport à l'année précédente, moins qu'en moyenne nationale, + 7 %.

La Haute-Saône, la Saône-et-Loire et le Doubs sont les seuls départements de la région qui enregistrent moins de mises en chantier que l'année précédente.

Léger repli de la fréquentation hôtelière

La fréquentation hôtelière est en légère baisse par rapport à l'année précédente. Ainsi, la Bourgogne-Franche-Comté a enregistré 1 968 000 nuitées au deuxième trimestre 2018, soit 0,4 % de moins qu'un an auparavant. Le nombre d'arrivées a augmenté, mais les touristes ont en moyenne séjourné moins longtemps. Au niveau national, le nombre de nuitées augmente de 1,4 % (figure 6).

Dans la région, le tourisme d'affaires recule de 5 % par rapport à l'année précédente, tandis que le tourisme d'agrément progresse de 4 %. Le nombre de nuitées françaises régresse de 3,9 %. À l'inverse, le nombre de nuitées étrangères croît de 7,9 %. Les fréquentations allemandes, belges et américaines atteignent leur plus haut niveau des cinq dernières années pour un deuxième trimestre.

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Bourgogne-Franche-Comté
France entière

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1.

Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

Moins de créations d'entreprises

Au deuxième trimestre 2018, 4 500 entreprises ont été créées en Bourgogne-Franche-Comté, soit 5 % de moins qu'au trimestre précédent. Cette baisse rompt avec trois trimestres consécutifs de hausse. Le nombre de créations d'entreprises continue d'augmenter au niveau national, + 3 %.

Les créations d'entreprises individuelles au régime du micro-entrepreneur reculent nettement dans la région, - 10 %. La diminution des créations d'entreprises « classiques » est plus modérée, - 1 % (figure 7).

Les créations sont moins nombreuses qu'au trimestre précédent dans le secteur des services. En revanche, elles restent stables dans les autres grands secteurs d'activité.

7 Créations d'entreprises

- Bourgogne-Franche-Comté hors micro-entr.
- France entière hors micro-entr.
- Bourgogne-Franche-Comté y/c micro-entr.
- France entière y/c micro-entr.

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

Stabilité des défaillances d'entreprises

Les défaillances d'entreprises sont stables ce trimestre dans la région, alors qu'elles poursuivent leur baisse au niveau national : - 6 % par rapport à l'année précédente.

Les défaillances d'entreprises sont moins nombreuses que l'an dernier dans l'industrie et la construction, tandis qu'elles augmentent dans l'agriculture, le commerce et la réparation automobile.

8 Défaillances d'entreprises

- Bourgogne-Franche-Comté
- France entière

Indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes au 19 septembre 2018, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : Fiben, Banque de France

En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+ 0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de + 0,5 % au troisième trimestre puis de + 0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de + 1,6 % en 2018.

Début 2018, les écarts de croissance s'accentuent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire pro-cyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemande et espagnole contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

Insee Bourgogne-Franche-Comté
8 rue Louis Garnier
25020 Besançon

Directeur de la publication :
Moïse Mayo

Rédacteur en chef :
Pablo Débray

ISSN : 2497-4609
© Insee 2018

Pour en savoir plus :

- Fréquentation hôtelière en légère baisse en Bourgogne-Franche-Comté au 2^e trimestre 2018
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3602523>
- Note de conjoncture, juin 2018 : Ciel voilé en Europe
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3567845>

